

APPEL DE TOULOUSE

des résistants et désobéisseurs des Services Publics

Nous sommes citoyens, usagers et salariés, agents ou fonctionnaires, des services publics ou remplissant des missions de service public. Nous nous élevons ensemble contre leur destruction et la dégradation du service rendu au public.

Ce gouvernement fusionne, démantèle, privatise. Il manipule ! Il organise l'inefficience des services et les rends inopérants pour remplir leur mission d'intérêt général. Il réduit les effectifs, diminue les moyens, change les métiers, réorganise, désorganise... provoquant ainsi l'insatisfaction, la souffrance des usagers et des salariés. En diffusant une mauvaise image des services publics et en opposant usagers et agents, il prépare leur disparation.

Les services publics sont : la Santé, l'Éducation, la Justice, les Services Sociaux, les Universités et la Recherche, les Organismes Sociaux : CAF, Sécurité Sociale, Pôle emploi..., la Police, les pompiers, les crèches municipales, les services territoriaux, l'Équipement et l'aménagement du territoire, les transports, la Poste, la SNCF..., l'accès à l'eau, au gaz, à l'électricité...

Tout ce qui est légitimement accessible à tous et qui rend notre quotidien confortable.

Nous avons déjà laissé beaucoup de ces secteurs échapper à la régulation de l'État, certains ont disparu, d'autres sont privatisés ou en voie de l'être... Jusqu'où allons-nous les laisser nous dépouiller de ce qui ne leur appartient pas ?

Les générations précédentes avaient eu la prudence de garantir un accès gratuit et régulé à ces services de façon à ce que tous puissent en bénéficier, sur l'ensemble du territoire. De quel droit ce gouvernement s'autorise-t-il à modifier des structures aussi fondamentales - et constitutionnelles - de notre société, à l'encontre des intérêts de la population qu'il est censé servir ?

Il agit peut-être légalement, en votant des lois de circonstance, mais illégalement en ne prenant en compte ni l'intérêt de tous, ni les importantes manifestations de la rue, et en instrumentalisant l'action sociale à des fins sécuritaires.

Il y a un dysfonctionnement dans notre système déclaré «démocratique»; et devant ce constat beaucoup d'entre nous se sont démobilisés, invoquant une impuissance face aux politiques, eux-mêmes confrontés à leur propre impuissance face aux mar-

chés... D'impuissance en impuissance : nous laissons faire et ce que nous redoutons se réalise.

Pourtant, nous pouvons cesser de nous abriter derrière ce discours de «ça ne sert à rien», arrêter d'être fatalistes, retrouver notre capacité à nous indigner, à réagir, et à agir. Car sans nous «ils ne sont rien», qu'ils soient politiques, ou grands gestionnaires, c'est nous qui sommes sur le terrain à faire ou à subir ce qu'ils nous demandent d'accomplir contre nous mêmes tous les jours.

Il est donc temps, pour nous et pour les générations à venir :

- de porter un coup d'arrêt à la destruction organisée de nos droits et acquis sociaux, de nos structures de solidarité et de fraternité ;
 - d'arrêter de subir et de contribuer au fonctionnement de ce qui peut nous nuire ou nuire à nos concitoyens ;
 - de refuser de céder à la division (les vieux contre les jeunes, les travailleurs contre les chômeurs, les salariés du privé contre les fonctionnaires, les « intégrés » contre les étrangers...), à la mise en concurrence généralisée des salariés au cœur des entreprises et des établissements publics (Les places sur le marché de l'emploi sont chères et ils s'en servent...)
- Il dépend de nous, une fois encore dans l'histoire, de leur rappeler qu'ils ne sont là que sur mandat, et qu'ils sont révocables... Ils nous demandent des sacrifices, exigeons des comptes...

Il s'agit d'un appel, un appel à la résistance, à la désobéissance ouverte ou discrète, où que vous soyez, qui que vous soyez, vous pouvez agir pour vous et pour nous tous. Dans chaque secteur d'activité, chaque jour, nous pouvons faire différemment ou ne pas faire, pour arrêter cette déconstruction et la contrer le plus possible.

C'est un appel à Tous. Nous demandons à chacun d'agir à sa mesure, nous appelons aussi les personnalités à s'engager publiquement, médiatiquement : que ceux qui savent, disent, haut et fort, seuls ou en collectifs : historiens, sociologues, juristes, économistes, intellectuels, journalistes...

Retrouvons le sens de nos responsabilités : celles de citoyens actifs, celles de membres solidaires d'une collectivité, celles de parents soucieux de l'avenir de leurs enfants.

Résistants et désobéisseurs des Services Publics

Soutenu par (premiers signataires) : AC! Gironde, CnR 31, CNT-SSE 31, Collectif de Défense des Services Publics Castelnau-d'Audoubert, Collectif Résistance à la délation-31, Comité de Résistance Sociale, Convergence nationale des services publics, Coordination des Intermittent-es et Précaires Midi-Pyrénées (CIP-MP), GREF 31, FASE 31, Groupe Communiste, républicain et citoyen de la Mairie de Toulouse, LDH Toulouse, NPA 31, PCF Haute Garonne, Parti de Gauche, Réseau des enseignants-désobéisseurs du 31, Réseau Emploi Formation Insertion, Robin des Bois CGT de l'énergie 31, Solidaires 31, Solidaires SUD Culture, Solidaires SUD éducation 13 et 31, Fédération Solidaires SUD Emploi, SUD santé-sociaux 31, Syndicat National des Chercheurs Scientifiques SNCS-FSU section Midi-Pyrénées, syndicats Pôle Emploi Midi-Pyrénées : CGT, SNU FSU, SUD.

Isabelle de Léon, conseillère à l'emploi à l'agence de Toulouse Occitane

**en désobéissance contre la dégradation
du service rendu aux demandeurs d'emploi
en grève de la faim depuis le 5 octobre**

Isabelle de Léon, conseillère pour l'emploi à l'agence Pôle Emploi de Toulouse Occitane est en grève de la faim depuis le 5 octobre. Elle est convoquée en conseil de discipline le 13 octobre à Paris, pour avoir refusé d'appliquer une nouvelle procédure d'inscription, l'EID, qui dégrade le service rendu aux demandeurs d'emploi. Elle risque des sanctions lourdes pouvant aller jusqu'au licenciement.

Cette désobéissance rejoint celles d'autres résistants et désobéisseurs des services publics, dans l'éducation, la santé, le social, l'énergie... qui, dans leur action quotidienne de service au public, s'opposent concrètement à cette politique de casse de tous les services publics. Ensemble, ils ont lancé sur Toulouse un appel des résistants et désobéisseurs des Services Publics.

Conseillère sur l'agence Pôle Emploi de Toulouse Occitane, j'ai décidé de refuser d'appliquer une nouvelle procédure d'inscription qui acte la fusion ANPE/ASSEDIC. Sanctionnée d'un blâme par ma Direction Régionale, j'ai maintenu un refus qui me conduit aujourd'hui à une convocation le 13 octobre devant un conseil de discipline au niveau national.

Je revendique mon acte de désobéissance car il n'a qu'un objectif : refuser la dégradation du service apporté aux demandeurs d'emploi. Je maintiens que cette procédure n'offre pas un service de qualité, mais un service minimum, voire

dégradé, qui n'est pas sans conséquence sur l'indemnisation des demandeurs d'emploi et ses délais.

J'aurais pu en rester là si cette dégradation n'était pas un phénomène généralisé sur beaucoup, pour ne pas dire tous les secteurs des services publics. Ce sont bien eux qui sont visés et frappés au cœur de leur mission : de service auprès du public, nous sommes en voie d'être instrumentalisés contre le public... Sur des aspects de la vie aussi fondamentaux que la Santé, l'Éducation, le Social, l'Énergie...

Il y a là, sous prétexte d'une « modernisation », des intentions peu en accord avec les principes d'égalité,

de fraternité et encore moins de solidarité...

Il y a là une trahison de ces mêmes principes, un désengagement de l'intérêt général au profit d'intérêts particuliers.

Il y a là un changement de société qui se fait par fusion, privatisation, spoliation, contre les principes fondateurs de redistribution, répartitions, et réparation des inégalités de départ.

C'est ce danger, d'autant plus inquiétant qu'il n'est pas annoncé, qui me conduit aujourd'hui à déclencher une grève de la faim.

Ce n'est pas un acte d'auto destruction, ni une grève de la « fin » : c'est un cri d'alarme, d'alerte... Et c'est bien peu en souvenir des 200 années de lutte qui ont construit cette organisation sociale et politique, certes imparfaite, que nous laissons détruire peu à peu.

C'est donc un appel à tous, un appel à réagir et agir, pour re/devenir des citoyens actifs, responsables de l'intérêt collectif, du bien être de tous, et de notre avenir commun.

Isabelle de Léon,
5 octobre 2011

Vous pouvez soutenir son action
en signant et diffusant l'appel de Toulouse des résistants et désobéisseurs
en signant la pétition ou en envoyant un courrier à la
Direction Générale de Pôle Emploi
Fax : 01 40 30 69 09, mail : christian.charpy@pole-emploi.fr